

RAPPORT DE TENDANCES MENSUEL

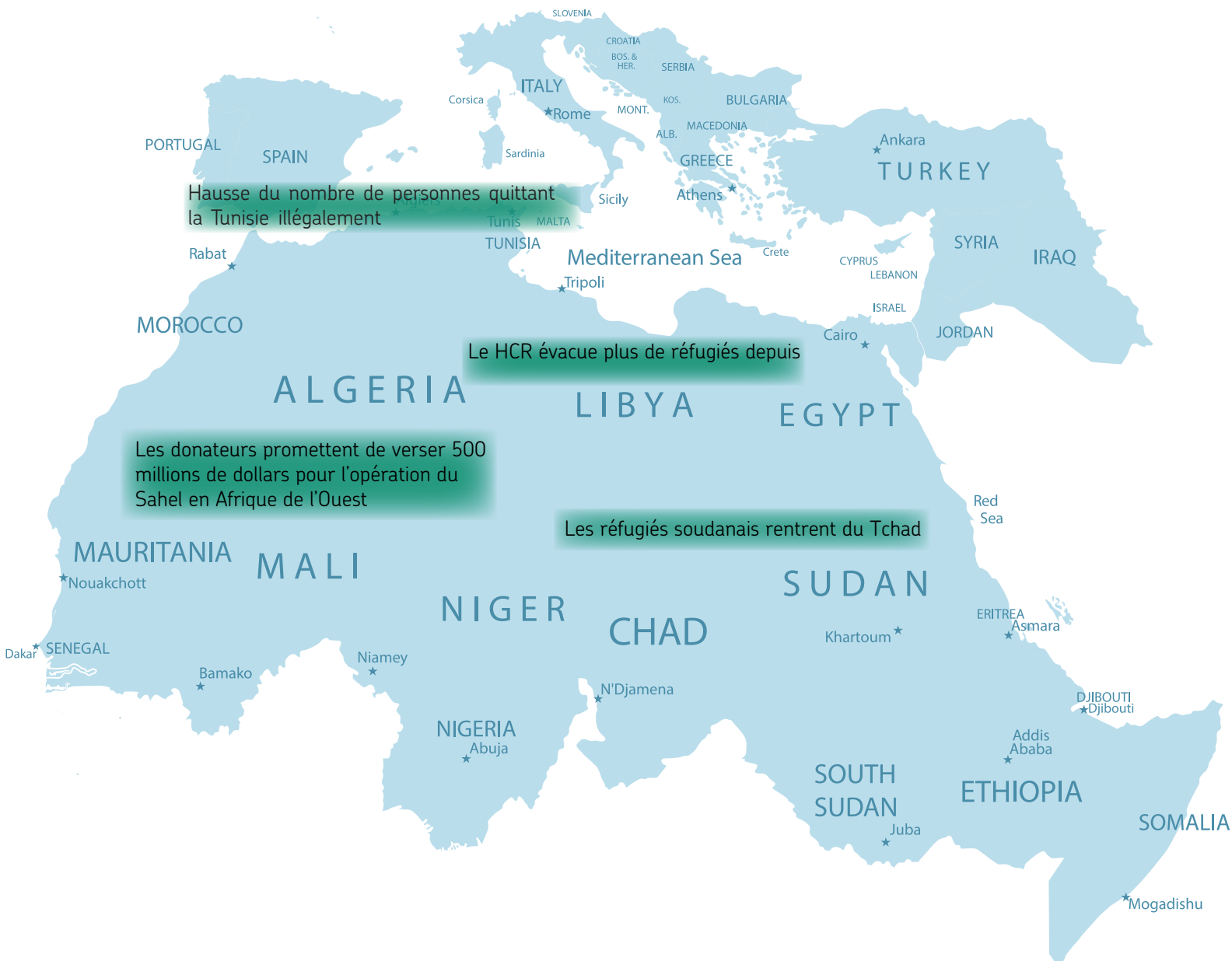
COUVRANT LA MIGRATION COMPOSITE VERS, A TRAVERS ET DEPUIS L'AFRIQUE DU NORD

A propos: MHUB est le centre régional de connaissances et le secrétariat pour l'Équipe Spéciale en charge des flux migratoires composites en Afrique du Nord, regroupant le DRC, l'OIM, le HCDH, le RMMS, Save the Children, le HCR, l'UNICEF et l'ONUDD. Le centre favorise une approche basée sur les droits de l'homme pour assurer la protection des personnes qui se déplacent dans le cadre de flux composites et complexes vers, à travers et depuis l'Afrique du Nord.

Portée: ce bulletin couvre les tendances migratoires composites en Algérie, en Égypte, en Libye, au Mali, au Maroc, au Niger, au Soudan, en Tunisie, en Grèce et en Italie.

Terminologie: dans le présent bulletin, les termes migrant, réfugié et demandeur d'asile sont utilisés pour désigner tous ceux qu'englobent les flux migratoires composites. Si la source d'origine spécifie une catégorie particulière, le terme approprié sera utilisé.

Sources: les données sont tirées d'une large variété de sources, y compris celles du gouvernement, de la société civile et des médias.



CONTACT

info@mixedmigrationhub.org



www.mixedmigrationhub.org



For updates on the Horn of Africa, visit [RMMS](#)

RÉGIONAL

La Hongrie appelle la présidence bulgare de l'UE à changer sa politique migratoire

- Lors de sa récente [visite](#) à Sofia, le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán a exhorté le Premier ministre bulgare, Boïko Borissov, à réexaminer la politique migratoire actuelle de l'UE, et a exprimé son opposition continue au projet de relocalisation des réfugiés. La Bulgarie assure actuellement la présidence tournante du Conseil de l'UE, étant à rotation tous les six mois. Le Premier ministre Orbán a déclaré qu'une nouvelle politique migratoire devrait se concentrer sur le renforcement des frontières extérieures de l'UE, plutôt que sur les programmes de relocalisation. Il a de même ajouté une affirmation: bien que certains considèrent la migration comme quelque chose de positif, « nous [Hongrois] ne pensons pas que ce soit le cas, elle est plutôt dangereuse ».
- La visite du Premier ministre Orbán en Bulgarie intervient seulement un jour après ses [appels](#) à bâtir une « alliance internationale contre la migration », exprimés lors d'un événement qui lance sa campagne électorale de son parti de droite, Fidesz, en vue d'une élection le 8 avril. Dans son discours controversé, le Premier ministre Orbán a déclaré: « Le christianisme est le dernier espoir de l'Europe » et a dit qu'en raison de l'immigration « nospires cauchemars deviendraient réalité. L'Occident chute comme il nese rend même pas compte que l'Europe est envahie ».
- Le Premier ministre Orbán associe habituellement sa rhétorique anti-immigration à une forte hostilité à la politique de Bruxelles, siège de l'UE. C'est bien illustré par le refus de la Hongrie de se conformer au plan de relocalisation de l'UE. Un refus qui a conduit la Commission européenne à [engager](#) des procédures d'infraction contre la Hongrie en juin 2017 (ainsi que la République tchèque et la Pologne, ayant de même rejeté le programme de relocalisation). En outre, la Commission européenne a [saisi](#) la Cour de justice de l'UE en décembre 2017.

Le HCR, le PNUD et l'OCHA appellent à un soutien pour les Syriens, les réfugiés et les communautés d'accueil

- Le 23 février, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Filippo Grandi, l'Administrateur du PNUD Achim Steiner, et le Coordonnateur des secours d'urgence Mark Lowcock ont [informé](#) conjointement les États membres de l'ONU, à Genève, de la crise humanitaire et du conflit syrien en cours. Les chefs d'agences des Nations Unies ont en outre appelé à un soutien accru destiné aux personnes déplacées par le conflit dans la région ainsi qu'aux pays qui les accueillent. Ils ont déclaré: « Plus que jamais, il s'avère aujourd'hui essentiel de maintenir et de renforcer le soutien international aux communautés et aux pays voisins qui accueillent 5,5 millions de réfugiés syriens en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Iraq et en Égypte. Ces pays et communautés rendent un service inestimable à l'Humanité, tandis que prédomine l'inhumanité en Syrie ». Les responsables des Nations Unies ont souligné que, malgré les efforts consentis pour répondre aux besoins et aux vulnérabilités des personnes déplacées, des millions de réfugiés ainsi que des membres des communautés d'accueil continuent de survivre à peine en dessous du seuil de pauvreté ou luttent pour ne pas basculer sous le seuil. Ils ont ajouté: « Il est essentiel que la communauté internationale continue de venir en aide aux familles réfugiées syriennes dont les besoins et les défis ne cessent d'augmenter jour après chaque jour, semaine, mois et année vécus en déplacement ».
- Le [Plan régional 2018 d'aide aux réfugiés et pour la résilience \(3RP\)](#) publié par les agences de l'ONU et 270 ONG partenaires, en décembre 2017, a appelé à mobiliser 4,4 milliards de dollars pour soutenir 5 millions de réfugiés syriens et 3,9 millions de membres des communautés d'accueil dans la région.

La France propose des politiques migratoires plus strictes

- Le gouvernement d'Emmanuel Macron a [proposé](#) des [politiques](#) plus restrictives en matière d'immigration et d'asile, qui prévoient d'accélérer les expulsions et de doubler le temps maximum de présence des demandeurs d'asile déboutés en centre de rétention pour que les autorités aient droit à 90 jours, et qui envisagent de réduire de moitié le délai de recours en cas de rejet d'une demande d'asile. « C'est une loi totalement équilibrée et surtout qui s'aligne sur le droit européen. Il est totalement nécessaire qu'entre des pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie nous ayons le même type de procédures » a déclaré le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb. Le projet de loi a été critiqué par des députés du parti de Macron, La République en marche (LREM), par des ONG, des avocats et des employés, dont certains ont protesté et formulé des contre-propositions. Amnesty International a déclaré qu'elle engagerait les législateurs à amender la proposition de loi qui devrait être débattue en avril 2018.

Les donateurs promettent de verser 500 millions de dollars pour l'opération du Sahel en Afrique de l'Ouest

- Les donateurs internationaux ont [promis](#) d'octroyer 500 millions de dollars pour une opération militaire multinationale dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest. L'engagement a été pris lors d'une [conférence](#) réunissant 50 pays, en faveur de l'opération de la force conjointe du G5 Sahel qui vise à améliorer la sécurité régionale, et qui se compose de troupes du Mali, du Niger, du Tchad, du Burkina Faso et de la Mauritanie. Les promesses devraient permettre à la force conjointe d'être pleinement opérationnelle cette année. L'opération du G5 Sahel devrait s'élargir pour regrouper 5 000 personnes, et remplira également des missions d'aide humanitaire et de développement. Le président du Niger, Mahamadou Issoufou, a déclaré que de nombreux jeunes du Sahel pensaient n'avoir que deux options: mourir en Méditerranée en essayant de traverser la frontière vers l'Europe, ou mourir exécutés par les groupes armés. « Nous devons agir résolument pour changer le visage de la région du Sahel ou courir le risque de voir cette partie du monde sombrer inexorablement dans la violence et le chaos », a déclaré le président Issoufou lors de la conférence. La France devrait consacrer 1,2 milliard d'euros au développement de la région au cours des cinq prochaines années, soit une augmentation de 40% par rapport aux fonds actuels, tandis que d'autres pays devraient fournir davantage d'aide aux agriculteurs, écoles et projets hydrauliques.

Un expert des droits de l'homme des Nations Unies met en garde contre les politiques migratoires pouvant équivaloir à un mauvais traitement

- Nils Melzer, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, a [déclaré](#) au Conseil des droits de l'homme que les lois, politiques et pratiques migratoires de plus en plus contraignantes poussent les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile vers des voies et des méthodes illégales, les exposant alors à des risques de torture et d'autres mauvais traitements. Melzer a déclaré que certaines politiques et pratiques adoptées par les gouvernements pour dissuader ou empêcher l'arrivée de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile pourraient elles-mêmes constituer des actes de torture ou de mauvais traitements. « Les États privent de plus en plus de personnes de leur liberté en tant que réponse récurrente ou même obligatoire à la migration irrégulière. Cependant, la détention systématique et continue de personnes pour le simple fait d'être des migrants n'a rien à voir avec une protection légitime des frontières mais équivaut à une privation arbitraire de liberté », a-t-il dit. Melzer a exhorté les États à cesser de fonder leurs politiques migratoires sur la dissuasion, la criminalisation et la discrimination en disant: « Le seul moyen de mettre fin aux affreuses souffrances causées par la traite des migrants, le trafic abusif et la détention arbitraire est de garantir aux migrants des voies de migration sûres et régulières, et d'assurer la protection efficace de leurs droits de l'homme non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique ».

ALGÉRIE

L'Algérie augmentera le nombre de postes frontaliers avec le Maroc

- Le gouvernement algérien a annoncé l'élaboration de plans visant à accroître les mesures de sécurité frontalière le long des frontières communes avec le Maroc. Les dernières mesures se traduiront par dix postes supplémentaires pour s'ajouter aux 14 postes de surveillance frontaliers existants le long de la frontière Maroc-Algérie. Selon le journal Akhbar el-Yom, les autorités militaires algériennes ont indiqué que «les postes frontières algériens seront consolidés par des équipements d'ingénierie militaire et environ 33 caméras de surveillance des frontières; et ils auront pour but de suivre les réseaux de trafiquants et les groupes terroristes de l'EI, et de contrôler les passages accrus aux frontières grâce aux dispositifs de sécurité qui fonctionnent 24 heures sur 24 sans interruption». Les nouveaux postes devraient être opérationnels d'ici avril 2018.

Les organisations des droits de l'homme dénoncent les violations des droits des migrants en Algérie

- Human Rights Watch et Amnesty International ont adressé des critiques cinglantes contre le traitement adopté par l'Algérie à l'égard des migrants et des réfugiés. La condamnation

d'Amnesty International figure dans son rapport annuel 2017/2018 sur la situation des droits humains dans le monde. Le rapport fait état de l'expulsion massive de 6 500 migrants subsahariens en 2017 et d'un incident où les autorités algériennes ont refusé l'entrée à 25 réfugiés syriens (dont 10 enfants) bloqués dans la zone tampon avec le Maroc. Amnesty avait déjà signalé des pratiques de profilage racial et d'expulsion exercées par l'Algérie en octobre 2017.

- Human Rights Watch (HRW) a publié une déclaration condamnant le recours continu à la force et à l'intimidation ainsi que l'absence de procédures légales pour les migrants arrêtés par les autorités algériennes depuis le début de 2018 et expulsés vers le Niger. Bien que les chiffres n'aient pas encore été publiés, l'International Rescue Committee (IRC) estime que 000 3 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été expulsées depuis début 2018. S'exprimant sur les derniers événements, Sarah Leah Whitson, directrice de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à HRW, a déclaré: « L'Algérie rafle et déporte les migrants de façon dégradante et les prive de leur droit à voir leur situation étudiée de façon individuelle ».

ÉGYPTE

Des trafiquants d'organes arrêtés au Caire

- Le ministère de l'Intérieur a [arrêté](#) deux personnes pour avoir acheté et vendu des organes humains via un groupe de médias sociaux prétendument appelé « Kidney donors with material compensation » (Donneurs de rein avec compensation matérielle). Le ministère a déclaré que les deux personnes achetaient des reins pour 8 000 \$ et les vendaient à 11 000 \$. En 2010, l'Égypte a adopté une législation visant à réprimer la traite des personnes. La loi prévoit des peines d'emprisonnement et des amendes aux personnes reconnues coupables de traite des personnes. Elle stipule également la protection des droits des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile à accéder aux soins de santé et à l'aide juridique.

Le gouvernement égyptien déclare l'absence de migration irrégulière par mer depuis 2016

- Le ministre du Développement local, Abu Bakr el-Gendi, a [déclaré](#) qu'aucun bateau n'avait quitté les côtes égyptiennes de manière illégale depuis 2016. M. El-Gendi a souligné, lors de la réunion de la neuvième session de l'Association Euro-Méditerranéenne, que l'Égypte a adopté une stratégie globale pour lutter contre la migration irrégulière sur les plans juridiques,

militaires et culturels. Le ministre a également proposé que les pays multiplient les voies légales pour les jeunes en quête d'éducation à l'étranger.

Le ministre des Affaires étrangères affirme l'engagement de l'Égypte à l'égard des réfugiés

- Le ministre égyptien des Affaires étrangères a [affirmé](#) l'engagement moral de l'Égypte vis-à-vis des réfugiés, lors de sa réunion avec Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. « Le ministre des Affaires étrangères a exprimé sa reconnaissance au HCR pour le rôle du bureau de l'organisation au Caire, soulignant l'histoire de la coopération bilatérale entre l'Égypte et le HCR depuis 1954 », a déclaré le porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Abu Zeid. De même, M. Choukri a mis l'accent sur le besoin d'augmenter les allocations du HCR pour aider l'Égypte à accueillir des réfugiés. De son côté, M. Grandi a exprimé sa gratitude pour les efforts déployés et les services fournis aux réfugiés, en particulier les Syriens, en Égypte, qualifiant le pays de « modèle à suivre pour de nombreux pays ».

Événements de l'ONUDC en Égypte

- L'ONUDC a organisé un séminaire de formation du 6 au 8 février, en collaboration avec le Comité national de coordination pour combattre et prévenir la traite des personnes et le trafic de migrants ainsi que le Centre national d'Études judiciaires (CNEJ). L'atelier était destiné à 27 hauts magistrats de Haute-Égypte et du Caire, dont deux juges militaires d'Assouan.

- En outre, l'ONUDC a tenu un atelier de quatre jours, entre le 17 et le 20 février, pour 20 procureurs égyptiens, et il portait sur les modalités d'enquêtes et de poursuites des cas de trafic de migrants. Il a été organisé en collaboration avec ledit Comité national de coordination ainsi que la Division de la coopération internationale et des droits de l'homme au Bureau du Procureur général égyptien.

LIBYE

Incidents maritimes

- 375 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été secourus au large des côtes de la Libye lors de quatre incidents différents au mois de février, ce qui représente une baisse de 78% par rapport aux chiffres des opérations de sauvetage en février 2017. Il y a eu 34 décès enregistrés au cours du mois de février, soit une nette augmentation par rapport aux 3 décès enregistrés au mois de janvier précédent.

Retours depuis la Libye

- L'Agence nationale de prohibition de la traite des êtres humains (NAPTIP) a [aidé](#), depuis janvier, 2 114 ressortissants nigériens à rentrer chez eux depuis la Libye. La NAPTIP a lancé la plus grande opération d'évacuation pour ses citoyens bloqués en Libye au début de cette année. D'autres migrants, 61 ressortissants maliens, sont [rentrés](#) au Mali par le biais du programme d'aide au retour volontaire (AVRR) de l'OIM. Les personnes retournées au Mali étaient arrêtées dans un centre de détention en Libye.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile décédés et blessés dans un accident de camion

- Au moins 19 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été [tués](#) et [80](#), blessés, dans un accident de la route survenu près de la ville libyenne de Bani Walid le 14 février. L'accident a eu lieu vers 3h du matin, heure locale, lorsque le véhicule utilisé pour transporter des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile a foncé dans un fossé et s'est renversé par la suite. Il y avait environ 180 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile entassés dans les conteneurs du camion au moment de l'accident. Parmi les 19 morts confirmés, quatre étaient des enfants, une victime était une femme et 14 étaient des hommes adultes. Selon certaines sources, le nombre réel de personnes tuées pourrait être [22](#) ou [25](#). Les blessés ont été transportés à un hôpital local, tandis que les personnes étant grièvement blessées et nécessitant des soins spécifiques ont été transférées vers un hôpital à Tripoli. Mohamed al-Mabrouk, directeur de l'hôpital de Bani Walid, a déclaré: « Nous n'avons pas reçu le chauffeur (à l'hôpital), et nous ne savons pas ce qui lui est arrivé. Très probablement, il a survécu sinon il serait amené ici ». Selon certaines informations, de nombreux migrants, impliqués dans l'accident et ayant survécu, étaient vraisemblablement transportés par les passeurs vers un endroit inconnu. « Nous devons tout d'abord protéger ces migrants et tous les autres présents dans le pays, tout en rendant la migration à travers la Libye sûre et régulière », a déclaré Othman Belbeisi, chef de mission de l'OIM en Libye, suite à l'accident. « Un décès, qu'il soit dans le désert ou en mer, est un décès de trop », a-t-il ajouté.

Atelier de trois jours sur la migration de main-d'œuvre en Libye

- Le ministre libyen du Travail et du Renforcement des capacités, en coordination avec l'OIM, a [organisé](#) un atelier de trois jours du 11 au 14 février à Tunis sur le développement du

marché du travail en Libye et la promotion de l'autonomisation des jeunes. L'événement a rassemblé des responsables du gouvernement libyen, issus des ministères de la Planification, de l'Éducation et de la Santé ainsi que des représentants du secteur privé, pour discuter le rôle du travail dans le développement et l'autonomisation des jeunes. Cet atelier est un premier pas effectué vers l'élaboration d'une stratégie libyenne pour la migration de main-d'œuvre. L'aboutissement de l'atelier s'est concrétisé par la tenue d'une séance de travail entre l'OIM et les chefs des directions principales du ministère du Travail, le 14 février à Tripoli, pour identifier les priorités nationales et élaborer un plan de travail stratégique sur la gestion de la migration de main-d'œuvre.

Réunion tripartite UA-UE-ONU à Tripoli

- La commission tripartite UA-UE-ONU sur la migration irrégulière a [convoqué](#) une réunion à Tripoli le 22 février pour discuter des récents développements et examiner les moyens par lesquels la communauté internationale peut soutenir la Libye et mettre fin à la crise de la migration irrégulière. La réunion a rassemblé le ministre libyen des Affaires étrangères Mohammed Sayala, la Commissaire aux Affaires sociales de l'Union africaine Amira El Fadil, le chef de la délégation de l'UE en Libye Bettina Muscheidt ainsi que des représentants de la Mission des Nations Unies en Libye (MANUL) et d'autres responsables libyens et européens. Lors de la réunion, le ministre Mohammed Sayala a déclaré qu'il [espérait](#) que l'UE aiderait la Libye à mettre en place des systèmes de surveillance électronique pour sécuriser ses frontières et à investir dans les projets de développement aux pays d'origine afin de contenir les flux migratoires. Il a ajouté: « la Libye a répondu à toutes les exigences et continue de fournir l'aide dont les migrants ont besoin dans les centres d'accueil, malgré le manque de soutien international à la Libye à cet égard. La Libye n'a rien à cacher à la communauté internationale en matière d'immigration clandestine. Les centres d'accueil sont ouverts à toutes les organisations régionales et internationales (sic) ». Les participants ont convenu de fournir un appui à la Direction libyenne de lutte contre la migration illégale (DCIM) et de former son personnel à la création d'une base de données afin de suivre les migrants et leurs pays d'origine pour faciliter les opérations de rapatriement.

- Après la visite de leurs représentants en Libye, le groupe de travail UA-UE-ONU a publié une déclaration commune pour y [réaffirmer](#) leur engagement à soutenir davantage la Libye et à promouvoir la coopération avec le Gouvernement d'union nationale soutenu par l'ONU dans les domaines de la migration et de la protection. La déclaration a également appelé à l'amélioration des conditions de vie dans les centres de détention libyens, afin de garantir la libération des personnes vulnérables et d'assurer un accès illimité aux agences des Nations Unies et aux organisations humanitaires.

- Pour ce faire, la Commission européenne a [annoncé](#) le 26 février qu'elle adoptait trois nouveaux programmes dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (EUTF) faisant suite aux engagements pris par le groupe de travail commun UA-UE-ONU en vue de remédier à la situation des migrants en Libye. Les fonds seront destinés au retour et à la réintégration des migrants bloqués en Libye et à la réinstallation des réfugiés vulnérables. S'agissant des nouveaux programmes, Neven Mimica, Commissaire européen en charge de la coopération internationale et du développement, a déclaré: « L'UE se tient aux côtés des nombreux migrants et réfugiés africains dans le besoin. Grâce à ces nouvelles mesures dotées d'une enveloppe de plus de 150 millions d'euros, nous continuons à sauver et à protéger des vies humaines ainsi qu'à lutter contre les causes profondes des migrations. En effet, nous souhaitons aussi aider les gens à avoir une vie meilleure dans leur pays d'origine et à avoir espoir dans l'avenir ».

Le HCR évacue plus de réfugiés depuis la Libye

- Le HCR a continué d'[évacuer](#) les réfugiés vulnérables depuis la Libye dans le cadre du Mécanisme de transit d'urgence (ETM), qui a été lancé en novembre 2017. Depuis le début de l'opération, plus de 1 000 réfugiés ont été évacués des centres de détention libyens. Ils ont été évacués vers Niamey au Niger et Rome en Italie. Deux vols de 128 et 150 réfugiés ont respectivement décollé de Tripoli à destination du Niger les 13 et 14 février. Les personnes relocalisées au Niger ont été transportées vers des pensions pour y bénéficier de soutien psychosocial et d'aide. Plus de 700 réfugiés ont été relocalisés au Niger jusqu'à présent en attendant leur réinstallation définitive dans un pays tiers ou d'autres solutions durables.
- En outre, 150 réfugiés très vulnérables ont été évacués directement vers l'Italie lors de la deuxième opération d'évacuation. Les évacués à Rome regroupaient des enfants et des femmes qui étaient détenus pendant de longues périodes. Le premier groupe de réfugiés a été [évacué](#) en Italie en décembre

2017 dans le cadre d'une opération louée et considérée comme inédite. Parlant de l'ETM, l'envoyé spécial du HCR pour la situation en Méditerranée centrale, Vincent Cochetel, a déclaré: « Ces évacuations sont le meilleur exemple de l'impact que la solidarité internationale peut avoir sur les réfugiés eux-mêmes ; il reste toutefois encore beaucoup à faire. Seules 16,940 places de réinstallation ont été offertes jusqu'à présent pour les 15 pays d'asile prioritaires le long de la route de la Méditerranée centrale, y compris la Libye et le Niger. Nous appelons tous les pays à proposer des places supplémentaires afin d'offrir une solution tangible à beaucoup d'autres réfugiés qui se trouvent toujours en Libye ». Il est prévu que des milliers d'autres soient évacués en 2018.

Le Groupe de travail sur la migration en Libye se réunit à Tripoli

- Le Ministère libyen des Affaires étrangères et l'OIM ont [coprésidé](#) la deuxième réunion du Groupe de travail sur la migration à Tripoli le 26 février. Le Groupe de travail sur la migration est l'un des six groupes de travail de ce type qui opèrent sous les auspices du « Cadre de coordination pour la coopération technique internationale avec l'État libyen ». Ce cadre de coordination met en place des outils concrets et des solutions pratiques pour soutenir une gouvernance libyenne efficace de la migration, qui respecte les droits humains des personnes en déplacement tout en réduisant et en atténuant les effets de la migration irrégulière. S'exprimant au sujet du groupe de travail, Louai Turjiman, Directeur des Affaires européennes au ministère des Affaires étrangères et président de la réunion, a déclaré: « Cette deuxième réunion est une étape cruciale pour donner un élan considérable à la finalisation de la composition du Groupe, et des termes de référence. Grâce à ce partenariat renforcé avec l'OIM, nous espérons élaborer des politiques de gestion des migrations qui garantissent que toute action planifiée soit adaptée au contexte sur le terrain et réponde aux besoins des personnes vulnérables. Nous considérons le Groupe de travail sur la migration comme le principal organe de coordination avec les partenaires en matière de migration ».

MALI

Augmentation du nombre des personnes déplacées internes

- L'OIM a [annoncé](#) que le nombre des déplacés internes au Mali a repris son cours à la hausse après une chute à la fin de 2017. Cette augmentation s'inscrit en pleine période de résurgence de la violence communautaire et du conflit armé en février 2018. Le nombre de déplacés internes avait chuté à 38 172 personnes à la fin de décembre 2017 contre 40 743 en octobre de la même année. Ce chiffre a maintenant grimpé à 46 336. Les chiffres supplémentaires des personnes déplacées ont été enregistrés dans les régions de Mopti, Ménaka, Tombouctou et Gao au nord du Mali.

Les autorités mauritaniennes introduisent des certificats de naissance aux réfugiés maliens

- Les autorités mauritaniennes ont [lancé](#) une campagne de délivrance des certificats de naissance aux enfants réfugiés maliens dans le camp de Mbera le mi-février. En septembre 2017, [52,000](#) réfugiés maliens vivaient dans le camp de Mbera. Les autorités mauritaniennes ont déjà commencé à émettre

des certificats de naissance aux 7,600 enfants maliens nés dans le camp à ce jour. Ils ont également introduit un nouveau système permettant désormais aux nouveau-nés du camp d'être immédiatement enregistrés. Le HCR s'est félicité des efforts novateurs déployés lors d'une réunion d'information organisée par la porte-parole du HCR, Cécile Pouilly, au Palais des Nations à Genève le 23 février. Mme Pouilly a indiqué que les certificats de naissance aideront à lutter contre les mariages précoces, sachant que 97 cas dans le camp ont été enregistrés par le HCR en 2017. Elle a ajouté que la preuve de l'âge aura un rôle important dans le rapatriement volontaire éventuel.

Route de la Méditerranée occidentale

- [1,102](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc pour se rendre en Espagne par la mer au mois de février, portant le total des arrivées par mer pour cette année à 3 700. Les chiffres de février représentent une baisse de 21% par rapport au mois de janvier, mais sont supérieurs de 105% à ceux de février 2017. Il est également à noter qu'il y a eu une baisse des arrivées entre janvier et février à toutes les années depuis 2014.
- De plus, [416](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc en direction de l'Espagne via les frontières terrestres communes avec le Maroc (Ceuta et Melilla) au cours du mois de février, ce qui porte à 1 198 le nombre total de ces traversées cette année. Le nombre de traversées terrestres a chuté de 48% de janvier à février, et celui de ce mois-ci est inférieur de 65% à celui de février 2017.

Un tribunal espagnol acquitte le père qui a enfermé clandestinement son fils dans une valise

- Le tribunal de l'enclave espagnole de Ceuta a [acquitté](#) un Ivoirien accusé de trafic d'êtres humains et de mise en danger d'enfants à la suite du trafic illicite de son fils de huit ans dans une valise à l'enclave de Ceuta en 2015. L'homme, arrivé en Espagne en

2006, a passé des années à se battre pour obtenir un permis de séjour, une source de revenus et un emploi stables afin d'amener sa femme et ses enfants. Il a réussi à faire venir légalement sa femme et leur fille en Espagne, mais les autorités ont refusé les demandes de visa pour son fils parce que ses revenus, disaient-ils, étaient insuffisants pour subvenir aux besoins de la famille. Le père a payé 5 000 euros aux passeurs pour transporter le garçon, mais ne connaissait pas leurs méthodes. L'homme a été acquitté des charges contre lui mais il a écopé d'une amende de 62 euros, comme le tribunal a estimé qu'il ignorait la manière dangereuse avec laquelle son fils serait transporté.

Le Maroc va renforcer la sécurité frontalière

- Le Maroc a [annoncé](#) que la sécurité frontalière sera renforcée en construisant dix nouveaux centres de surveillance le long de ses frontières avec l'Algérie. Ces derniers seront munis d'équipements militaires sophistiqués, et équipés de 33 caméras de surveillance. Les autorités marocaines ont expliqué que ces dernières mesures sont une tentative visant à lutter contre les activités de trafic et à dissuader les militants islamistes.

NIGER

Les idées fausses peuvent mener à l'augmentation de l'arrivée des migrants et des réfugiés au Niger

- Selon certains [rapports](#), le nombre de migrants et de réfugiés arrivant à Agadez a récemment augmenté. Certains professionnels de l'humanitaire supposent qu'un malentendu fondamental sur les récentes interventions pourrait être à blâmer pour l'attraction des migrants. Louise Donovan, employée du HCR sur le terrain travaillant au Niger, a déclaré: « Nous avons connu une augmentation du nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés soudanais qui arrivent de la Libye à Agadez. Tous disent qu'ils ont vécu des situations de violence extrême là-bas ». Certains attribuent cette augmentation des chiffres à des idées fausses sur les récentes opérations d'évacuation des réfugiés depuis la Libye. Certaines personnes supposant que cela implique l'existence d'un passage sûr vers l'Europe via le Niger. Mme Donovan a par ailleurs ajouté: « Il y a énormément de bouche-à-oreille. La plupart des gens ont un téléphone portable maintenant; vous pouvez facilement accéder à Internet et lire toutes sortes de choses. Donc, certaines personnes nous ont dit en effet qu'ils avaient entendu parler de ces rumeurs véhiculées, mais de loin pas tout le monde ».

La visite du président de la FICR à Agadez

- Le président de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), Francesco Rocca, s'est [rendu](#) à Agadez en février, lors de son premier voyage officiel en qualité de président. Le président de la FICR, M. Rocca a déclaré qu'il avait choisi le Niger comme destination de sa première visite officielle en raison du rôle prépondérant du pays en tant que centre d'accueil pour de nombreux migrants et réfugiés, et point de transit pour les personnes en déplacement. Il a vivement critiqué les politiques qui privilégient le contrôle des migrations au détriment de la sécurité et de la dignité, et a appelé à une réponse humanitaire plus efficace au Niger, fondée sur une augmentation d'investissement dans les capacités locales. « Il ne s'agit pas d'un choix entre la sécurité et la dignité », a déclaré M. Rocca, à la fin de sa visite à Agadez. « Nous devons absolument rejeter l'idée selon laquelle la décision des gouvernements de réduire ou de limiter la migration peut justifier la souffrance des migrants ». Le président Rocca a également souligné les innombrables décès dans le Sahara. « Les gens d'Agadez m'ont dit que le Sahara est tout aussi mortel que la Méditerranée. La différence est que nous ne savons pas combien de personnes sont mortes là-bas, ou quelle inhumanité ils ont affrontés », a-t-il dit.

SOUDAN

Les agences de renseignement africaines se réunissent à Khartoum

- Le Comité des services de renseignement et de sécurité africains (CISSA) s'est [réuni](#) à Khartoum le 26 février pour discuter de la migration irrégulière, de la traite des êtres humains et du trafic d'êtres humains. La réunion ayant rassemblé 17 services de renseignement du continent visait à élaborer des solutions globales et pratiques pour mettre fin à la migration irrégulière et à la traite des êtres humains. S'exprimant lors de la séance d'ouverture de la réunion, Jalal Eddin al-Skeikh al-Tayeb,

Directeur adjoint des Services nationaux de renseignement et de sécurité (NISS), a indiqué que le service de renseignement avait envoyé des équipes en Libye et au Niger pour une meilleure compréhension des réseaux criminels transnationaux qui y jouent un rôle central. Semeles Simai, Secrétaire exécutif du CISSA, a déclaré: « 24 millions de migrants sont victimes de la traite des êtres humains, dont la moitié sont des enfants et la majorité des filles africaines âgées de 5 à 15 ans ». Il a ajouté que les organisations criminelles dépensent environ 35 millions de dollars pour faciliter le transport des victimes de la

traite dans la région.

Le Soudan s'attend à un afflux de réfugiés sud-soudanais

- Al-Tayeb Mohamed Abdallah, secrétaire général du gouvernement de l'État du Nil Blanc et président du comité de coordination technique pour les affaires des réfugiés, a [déclaré](#) que l'État se préparait à un déferlement de réfugiés sud-soudanais. Il a ajouté que les réfugiés arrivaient par les postes frontaliers d'Al-Kuwaik, d'Al-Migaines et de Joda, et que l'État accueille actuellement près de 150 000 réfugiés sud-soudanais, tout en fournissant aux rapatriés des allocations de transport et d'aide au retour.

Les réfugiés tchadiens rentrent du Darfour

- Plus de 270 réfugiés tchadiens ont été [rapatriés](#) au Tchad depuis le camp d'Um Shalya au cours de la dernière semaine de février. Le Soudan, le Tchad et le HCR ont signé deux accords tripartites distincts en mai 2017 pour faciliter le retour des réfugiés tchadiens depuis le Soudan et des réfugiés soudanais du Tchad. Le premier

groupe de 301 réfugiés à retourner au Tchad a quitté le Soudan le 18 décembre 2017. Le président soudanais, Omar Al Bashir, avait auparavant chargé le ministre de l'Intérieur d'accélérer les opérations de retour des réfugiés soudanais et tchadiens.

Formation de l'ONUDC pour les journalistes

- L'ONUDC a organisé un atelier de formation de trois jours à Khartoum entre le 27 février et le 1er mars pour promouvoir la capacité des journalistes soudanais à signaler les cas de traite des personnes et de trafic de migrants. L'atelier a rassemblé un total de 29 journalistes de journaux basés à Khartoum. En outre, trois représentants de la Commission nationale de lutte contre la traite des êtres humains (NCCT) ont également participé à l'atelier. Le financement de l'atelier a été couvert par GIZ (co-financé avec l'Union européenne). Cette formation a été mise en œuvre dans le cadre du projet BMM « Better Migration Management » (Meilleure gestion des migrations).

TUNISIE

Hausse du nombre de personnes quittant la Tunisie illégalement

- De plus en plus de Tunisiens se sont [lancés](#) dans des voyages irréguliers pour se rendre en Europe. Nombreux sont ceux qui attribuent l'augmentation du nombre de migrants tunisiens à une détérioration de la situation économique et à la montée du chômage. Plus récemment, la Tunisie a connu une flambée du nombre de personnes quittant le pays, qui avait atteint son pic en 2011 lors de la période des soulèvements populaires qui ont renversé de nombreux dirigeants arabes. Cependant, à la seconde moitié de 2017, le nombre de ceux qui tentaient d'atteindre l'Europe a commencé à augmenter de nouveau avec l'arrivée de 1400 Tunisiens en Italie en septembre uniquement en comparaison aux 1 350 qui sont arrivés au cours de la période de huit mois qui a précédé le mois de septembre. Cette tendance ne fait preuve d'aucun ralentissement, vu les chiffres du ministère italien de l'Intérieur qui révèlent que le nombre de Tunisiens arrivant au mois de janvier est passé de 16 à 611 entre janvier 2017 et janvier 2018.

Les États-Unis investissent pour une plus grande sécurité frontalière en Tunisie

- Le Département américain de la Défense [octroiera](#) près de 20 millions de dollars à la Tunisie pour s'équiper en matériel de détection de haute technologie le long de ses frontières avec la Libye en ayant pour but de renforcer la surveillance et la sécurité des frontières. Le Pentagone américain a informé le Congrès de ces dernières mesures dans un courrier en janvier 2018, en expliquant que le but de cette initiative est de soutenir les efforts de la Tunisie pour lutter contre la traite des personnes, le trafic de migrants et les menaces des extrémistes. Dans son courrier adressé au Congrès, Kenneth Rapuano, secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis, a écrit:

« Les fonds serviront à renforcer la capacité du gouvernement tunisien à détecter et répondre aux menaces posées par le trafic de matériaux illicites ». Les États-Unis avaient déjà alloué environ 24,9 millions de dollars pour la construction d'un mur de 125 milles le long de la frontière tuniso-libyenne en 2016. Les mesures sécuritaires seront financées par un fonds commun qui est mis en place par les États-Unis et l'Allemagne à la suite d'une [annonce](#) par le ministère allemand de la Défense disant que le financement de systèmes de surveillance électronique supplémentaires le long de la même frontière.

L'ONUDC organise une formation et un atelier sur la traite des personnes

- L'ONUDC a organisé une session de formation sur la traite des personnes et le trafic de migrants pour 150 magistrats, en partenariat avec l'Institut supérieur de la magistrature (ISM) ainsi que la Commission nationale de lutte contre le terrorisme (CNLCT), le 18 février. Au cours de la session, l'ONUDC a lancé la version mise à jour de son Manuel de formation à destination des juges tunisiens, portant sur la traite des personnes et le trafic de migrants.
- Entre le 26 février et le 1er mars, l'ONUDC a organisé un atelier sur le rôle critique du pouvoir judiciaire en termes de lutte contre la traite des personnes. L'atelier visait à former des magistrats qui sont des points focaux de la Commission nationale de lutte contre la traite des personnes, et se composait de plusieurs sessions sur les cadres juridiques internationaux et nationaux contre la traite des personnes et pour la protection des victimes et leurs droits en tant que victimes et témoins. L'atelier a réuni 28 procureurs et juges d'instruction tunisiens, ainsi que 5 magistrats marocains.

Arrivées en Grèce

- 1,185 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Grèce par la mer au mois de février, ce qui représente une diminution d'environ 21% du nombre d'arrivées par rapport au mois précédent (1 501). Ce chiffre démontre également une baisse de 54% en comparaison au mois de décembre. Ces changements peuvent être expliqués par des circonstances saisonnières, car les voyages le long de la route de la Méditerranée orientale sont connus pour leur [flambée](#) au troisième trimestre de l'année entre les mois de juillet et de septembre.

Retours vers la Turquie depuis la Grèce

- 23 personnes ont été [retournées](#) vers la Turquie au cours du mois de février dans le cadre de la Déclaration UE-Turquie.

Réfugiés morts et portés disparus à la frontière gréco-turque

- L'Autorité turque chargée des catastrophes et des urgences (AFAD) a [annoncé](#) le 13 février avoir récupéré les corps de trois réfugiés sur le site d'un bateau de réfugiés qui a fait naufrage dans la rivière Maritsa, entre la Grèce et la Turquie. L'AFAD a ajouté que la recherche était en cours pour quatre autres personnes portées disparues dans cet incident. Des responsables ont ajouté que deux parmi ces décès confirmés étaient des enfants âgés d'environ 12 et 4 ans. Les résidents locaux avaient entendu les cris des personnes à bord, et appelé la gendarmerie turque.

Amnesty International critique sévèrement la Grèce

- Dans son rapport annuel 2017-2018 sur la situation des droits humains dans le monde, Amnesty International a [formulé](#) des critiques acerbes au sujet du traitement des réfugiés et des demandeurs d'asile par la Grèce. Le [rapport](#) énumère un nombre important de préoccupations concernant les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, les conditions de vie dans les camps, le racisme et la brutalité policière. À titre d'exemple, le rapport indique que l'attente d'envoi en Turquie de tous ceux qui arrivent en Grèce illégalement « continuait de bloquer un grand nombre d'entre elles sur les îles, dans des conditions désastreuses, le temps des longues procédures d'examen de leur demande d'asile ». Le rapport demande notamment au gouvernement grec d'assumer la responsabilité des conditions déplorables dans les centres de réception, où la surpopulation, la misère, l'accès insuffisant aux services sont associés à des menaces de la sécurité physique des réfugiés, notamment sous la forme de violence sexuelle et sexiste.
- De nombreuses organisations de presse et acteurs des droits de l'homme ont, auparavant et à maintes reprises, [couvert](#) la situation et [appelé](#) la Grèce à mettre fin aux conditions épouvantables et quasi-carcérales aux « centres d'enregistrement » des îles.

Le tribunal de Thessalonique condamne un homme pour trafic d'êtres humains

- Le tribunal de Thessalonique a [condamné](#) un Palestinien à 13 ans de prison, le 20 février, pour avoir dirigé un vaste réseau de passeurs clandestins au plus fort de la crise des réfugiés entre juillet 2014 et décembre 2015. L'homme de 29 ans a été arrêté au Royaume-Uni suite à une demande des autorités grecques, et a été extradé vers la Grèce l'année dernière après le rejet de sa demande d'asile par le Royaume-Uni.

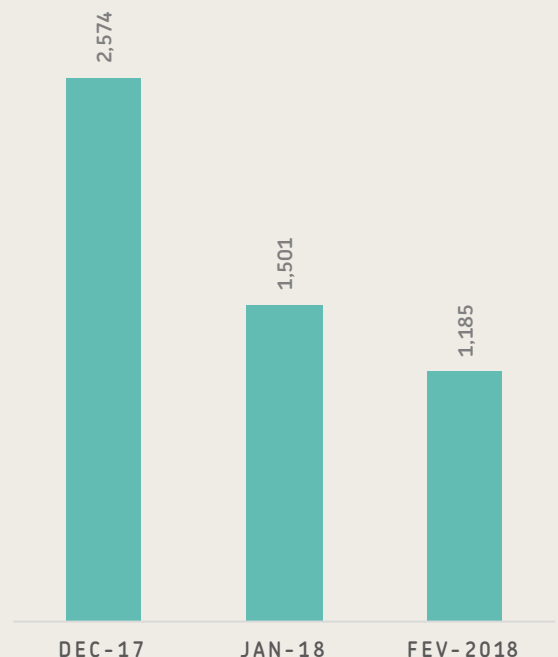
Changement de ministre grec de l'Immigration

- Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a [remplacé](#) le ministre de l'Immigration du pays, Yannis Mouzalas, par l'ancien ministre adjoint à la Défense, Dimitris Vitsas, lors d'un remaniement ministériel le 28 février. Un porte-parole du gouvernement grec a déclaré que le Premier ministre, Alexis Tsipras, « a chaleureusement remercié Mouzalas pour sa contribution au gouvernement ». [S'exprimant](#) lors de la cérémonie officielle de passation des pouvoirs, le ministre entrant a exprimé son engagement à placer la solidarité envers les réfugiés au cœur de la politique migratoire grecque. Il a dit: « Nous devons tous nous en tenir à notre humanité tout d'abord. C'est la question fondamentale à cet égard. Il n'y aura pas de changements majeurs dans la politique du ministère en général, parce que c'est la politique du gouvernement ». Lors du même événement, le ministre sortant a déclaré: « À la fin, nous avons réussi... Nous avons mis en œuvre une règle qui, à mon avis, est la règle qui a aidé notre pays ainsi que les réfugiés et les migrants, et c'est également la clé de l'avenir. Nous avons essayé d'atteindre un équilibre des droits (pour les deux côtés) ».

La Grèce refuse de reprendre les réfugiés d'Allemagne

- La Grèce a jusqu'à présent [refusé](#) de reprendre les réfugiés d'Allemagne en contrevenant au règlement Dublin, selon le journal allemand Passauer Neue Presse. Le règlement Dublin stipule que les pays de première arrivée dans l'UE devraient être chargés d'examiner les demandes d'asile déposées par les demandeurs d'asile nouvellement arrivés. Selon l'Office fédéral pour les migrants et réfugiés (BAMF), 2,735 réfugiés résidant actuellement en Allemagne devraient retourner en Grèce où leurs demandes d'asile devraient être traitées, et le ministère allemand de l'Intérieur a ajouté que la Grèce a jusqu'ici refusé 95% des cas.

Arrivées par mer, Grèce,
Décembre 2017 - Février 2018



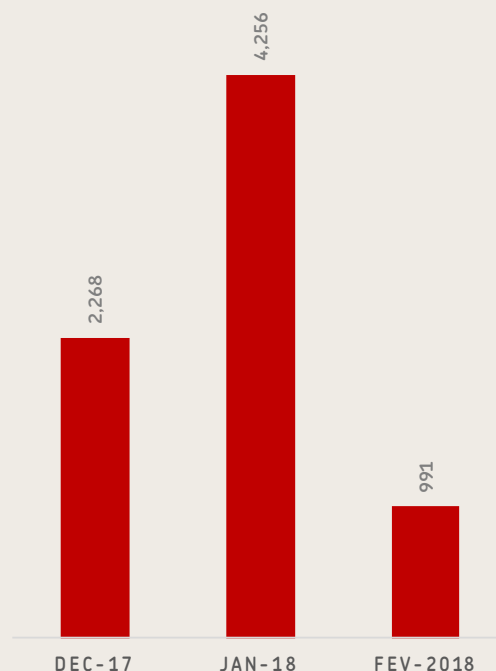
Arrivées en Italie

- 991 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Italie par la mer au mois de février. Ce chiffre représente une diminution d'environ 77% du nombre d'arrivées par rapport au mois précédent (4 256), mais il est inférieur de 93% au nombre d'arrivées en février 2017. 101 décès ont été enregistrés le long de la route de la Méditerranée centrale au cours du mois de février.

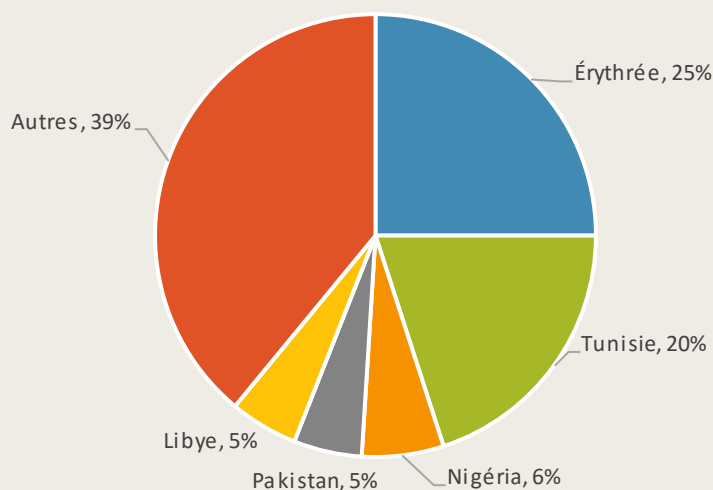
La migration en tête des priorités des élections italiennes

- L'électorat italien s'est rendu aux urnes le 4 mars pour [élire](#) ses représentants parlementaires en plein discours de plus en plus hostile envers les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Les résultats des élections ont attisé les craintes d'un parlement sans majorité avec de nombreux électeurs rejetant la classe politique actuelle, dispersant les voix entre des mouvements concurrents, et votant pour des partis populistes. Dans une évolution particulièrement préoccupante, le parti de droite, notoirement anti-immigration, Lega (Ligue du Nord), a [bondi](#) dans les sondages de sortie des urnes. D'où l'inquiétude des principaux commentateurs à l'égard du rôle que va jouer son agenda dans les politiques nationales.
- À l'approche des élections, le parti de la Ligue du Nord a [proféré](#) des déclarations de plus en plus hostiles et xénophobes sur les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile avec la promesse faite aux électeurs par le chef du parti, Matteo Salvini, de procéder à une déportation massive de quelque 400 000 migrants africains. L'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi a également tenu des déclarations similaires, [disant](#): « Ces 600 000 personnes, nous les ramasserons en recourant à la police, aux forces de l'ordre et aux militaires ». Parlant des promesses du parti, Riccardo Fabiani, analyste du groupe Eurasie, a indiqué que de telles promesses seraient incroyablement difficiles à remplir. Il a ajouté: « Bien sûr, vous pouvez faire appel à la police et arrêter 5 000 migrants dans un endroit spécifique, et faire croire à vos électeurs qu'il s'agit d'un succès, or un tel acte n'a pas d'impact réel. Le processus d'expulsion des migrants est coûteux et difficile, et sur le plan international une [déportation massive] serait extrêmement controversée en Europe.»
- Alors que c'est probablement le cas, un tel discours et ces [idées fausses](#) concernant la migration empoisonnent déjà un climat où le sentiment anti-immigrants va crescendo. Les dirigeants d'une ville italienne ont récemment décidé de commémorer et de « célébrer » par un gâteau l'expulsion effectuée pour 200 migrants à leur ville. Dans un cas plus alarmant, un Italien à la ville de Macerata en Italie a [ouvert](#) le feu sur des migrants subsahariens dans la rue au début du mois de février, blessant huit d'entre eux. Pendant la période pré-électorale, les dirigeants politiques ont cherché à attiser et à tirer profit au maximum de ce sentiment anti-immigration. Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile en Italie appréhendent l'avenir et les retombées de cette dernière élection sur leur bien-être en Italie. Un migrant marocain, Ibrahim, a [déclaré](#) à Reuters: « J'espère vraiment qu'ils ne rendent pas la vie encore plus infernale dans ce pays. Je veux rester ici ».

Arrivées par mer, Italie
Décembre 2017 - Février 2018



Arrivées par mer en Italie, principaux pays d'origine
Décembre 2017 - Février 2018



RESEARCH OF INTEREST

[« Out of sight: Second edition » \(Hors de vue: Deuxième édition\) - MSF](#)

Deuxième rapport d'une série sur les installations informelles ainsi que la marginalisation des réfugiés et des demandeurs d'asile en Italie.

[« MMP Note on the Zero Draft of the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration » \(Note de la MMP sur l'avant-projet du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières\) - MMP](#)

Commentaires par la Plateforme de migration composite (MMP) sur l'avant-projet du GCM.

[« Report of the Special Rapporteur on Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment » \(Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants\) - HCDH](#)

Rapport du HCDH sur la prévalence et les caractéristiques de la torture et des mauvais traitements liés aux migrations.

[« Mixed Migration Flows in the Mediterranean: Compilation of available data and information » \(Les flux migratoires composites en Méditerranée: Compilation des données et informations disponibles\) - DTM de l'OIM](#)

Rapport basé sur les données recueillies à travers les activités de suivi des flux par la DTM dans la région méditerranéenne.

[« Mixed Migration Monthly Summary January 2018 » \(Résumé mensuel de la migration composite, Janvier 2018\) - MMP](#)

Rapport présentant un aperçu sur les tendances migratoires actuelles au Moyen-Orient au cours du mois de janvier 2018.

MULTIMEDIA & EDITORIALS OF INTEREST

[« Award-Nominated Film Spotlights Trauma of Calais 'Jungle' Kids » \(Film lauréat d'un prix met en lumière le traumatisme des enfants de la jungle de Calais\) - VOA](#)

Un éditorial sur la « jungle » de Calais qui met l'accent sur un film primé, intitulé « Aamir », basé sur l'histoire d'un des jeunes garçons du camp de Calais.

[« Rescuing Migrants Fleeing Through the Frozen Alps » \(Sauver les migrants fuyant les Alpes gelées\) - New York Times](#)

Un article multimédia sur un volontaire qui passe ses soirées à secourir des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile qui tentent de traverser les Alpes pour se rendre en France.

[« Eritrean Artist Draws Hope from Evacuation to Europe » \(Un artiste érythréen regagne de l'espoir par l'évacuation vers l'Europe\) - HCR](#)

Un article et une vidéo sur un artiste érythréen réfugié et handicapé qui a été évacué de la Libye vers l'Italie.

[« Detained Migrants In Libya Have A Choice: Buy Your Way Out Or Be Sold Into Bondage » \(Les migrants détenus en Libye ont un choix: Acheter votre sortie ou subir votre vente en esclavage\) - NPR](#)

Un entretien avec des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile qui ont échappé à l'esclavage moderne en Libye.

[« Child-friendly Information: Migration » \(Informations pour enfants: Migration\) - Conseil de l'Europe](#)

Une vidéo basée sur un projet du Conseil de l'Europe sur les informations adaptées aux enfants pour ceux parmi eux en migration.

[« Sex, Drugs & Refugees: Syrian teenagers in Athens resort to prostitution for survival » \(Sexe, drogues et réfugiés: Des adolescents syriens à Athènes recourent à la prostitution pour survivre\) - RT](#)

Une vidéo sur la vie des jeunes réfugiés qui ont dû recourir à la prostitution comme source de revenus en Grèce.

[« Follow the Money: What are the EU's migration policy priorities? » \(Suivez l'argent: Quelles sont les priorités de la politique migratoire de l'UE?\) - Deutsche Welle](#)

Un éditorial qui analyse comment les fonds de l'UE sont mobilisés pour réaliser les objectifs et les politiques liés à la migration.

[« African Migration to Europe Is Not a Crisis. It's an Opportunity » \(Les migrations africaines vers l'Europe ne constituent pas une crise: C'est une opportunité\) - Centre pour le développement mondial \(CGD\)](#)

Un éditorial qui tente de brosser un nouveau tableau de la migration à grande échelle comme étant une opportunité plutôt qu'une source de préoccupation.

*MHub ne garantit ni l'exactitude ni la fiabilité des articles figurant dans son Bulletin Mensuel.

[« At French Outpost in African Migrant Hub, Asylum for a Select Few » \(À l'avant-poste français dans le centre africain de migration, l'asile accordé à quelques privilégiés\) – New York Times](#)

Un éditorial qui présente un regard critique sur la création de « centres d'enregistrement » pour le traitement des demandes d'asile au Niger.

[« From Periods to Pregnancy: the sexual health crisis for Calais refugees » \(Des règles jusqu'à la grossesse: la crise de santé sexuelle pour les réfugiés de Calais\) – The Guardian](#)

Un article sur les besoins des réfugiés à Calais en termes de santé sexuelle et reproductive, et sur les volontaires de Gynécologie Sans Frontières leur fournissant des soins urgents.

[« Algeria and Morocco's Migrant Policies Could Prevent Violent Extremism » \(Les politiques migratoires de l'Algérie et du Maroc pourraient prévenir l'extrémisme violent\) – Institut d'études de sécurité](#)

Un éditorial axé sur le rôle que la libéralisation des politiques migratoires peut jouer dans la lutte contre l'extrémisme et la radicalisation.

[« Niger: Thousands of migrants trapped in Agadez face a bleak future » \(Niger: Des milliers de migrants piégés à Agadez font face à un avenir sombre\) – IFRC](#)

Un article sur le calvaire des migrants piégés à Agadez.

*MHub ne garantit ni l'exactitude ni la fiabilité des articles figurant dans son Bulletin Mensuel.